

(N° 198)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 AVRIL 1912.

Projet de loi augmentant le nombre des membres des Chambres
législatives (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BEGEREM.

MESSIEURS,

Le projet de loi a été admis dans toutes les Sections de la Chambre et dans l'ensemble il a réuni 76 voix contre 1 et 37 abstentions.

Il n'a guère donné lieu à discussion.

*
* *

Dans la plupart des sections cependant des réserves ont été formulées quant aux chiffres de l'augmentation proposée : vingt sièges nouveaux pour la Chambre, dix pour le Sénat.

Dans l'opinion de ceux qui ont formulé ces réserves, il y aurait lieu de s'en tenir strictement à la règle constitutionnelle de l'augmentation des sièges à raison d'un siège par 40,000 habitants en plus pour la Chambre, de 80,000 habitants en plus pour le Sénat et de ne tenir aucun compte des excédents.

A diverses reprises, cette question a fait l'objet des délibérations de la Législature. Elle a été résolue en sens divers, et de l'étude des précédents il

(1) Projet de loi, n° 104.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINCX, était composée de MM. HELLEPUTTE, SEGERS, COCQ, HOYOIS, VAN CAUWENBERGH, BEGEREM.

résulte que finalement dans le passé la règle qui a prévalu est la suivante : Tenir compte de l'excédent lorsqu'il est considérable et lorsque l'attribution des sièges — résultat de l'admission de pareille mesure — ne peut donner lieu ni à doute, ni à contestation, quant aux circonscriptions électorales qui doivent en être les bénéficiaires.

C'est en s'inspirant de ces circonstances de fait — qui conseillent et justifient la mesure — qu'à bon droit le Gouvernement propose de porter à vingt pour la Chambre des Représentants, à dix pour le Sénat, le nombre des sièges à créer aujourd'hui.

Le dernier recensement révèle, en effet, que l'excédent — si on s'arrêtait aux nombres de dix-huit et de neuf sièges nouveaux — serait considérable. Pour la Chambre, il n'y aurait pas moins de 63,784 habitants non représentés, pour le Sénat 23,784. Ce serait d'autant plus excessif que la moyenne de l'augmentation annuelle de la population est actuellement d'environ 73,000 habitants, de sorte que, en tenant compte — comme il est rationnel de le faire — du nouveau contingent que donne l'année révolue depuis le recensement, on peut affirmer que l'excédent de la population dépasse déjà notablement le chiffre de 80,000 ou de 40,000 habitants, nécessaire pour justifier la création des dixième et vingtième places pour la Chambre, de la dixième place nouvelle pour le Sénat.

D'autre part, en l'occurrence, aucune contestation ne peut s'élever et ne s'élève quant à l'attribution de ces sièges. Ils reviennent, ceux de la Chambre, aux arrondissements de Neufchâteau-Virton et Bruxelles, celui du Sénat, à la province du Limbourg constituant une circonscription électorale unique. Or, la Chambre n'ignore pas que c'est notamment parce que cette certitude dans l'attribution de la place nouvelle à créer pour la Chambre faisait défaut, qu'en 1902 il ne fut pas possible de faire droit à la proposition de l'opposition qui réclamait alors, par voie d'amendement, de rompre avec la manière de voir admise en 1892 et de voir décider, malgré qu'il fût impossible de déterminer si le dernier siège revenait à la province du Hainaut ou à la province d'Anvers, qu'il y avait lieu de « forcer », à due concurrence, l'excédent qui existait à ce moment.

De ces considérations il résulte que les réserves qui ont motivé les abstentions qui se sont produites en section n'ont pas de raison d'être et que dans ses propositions — comme il l'établit dans l'Exposé des motifs du projet de loi — le Gouvernement s'est conformé aux précédents.

Ces réserves, d'ailleurs, n'ont plus trouvé d'écho au sein de la Section centrale. C'est à l'unanimité des six membres présents sur sept dont elle se composait que les chiffres de vingt et de dix pour les sièges nouveaux ont été admis.

*
* *

Dans une des sections, un membre a demandé que la Section centrale pose au Gouvernement la question de savoir si le nombre des sénateurs provinciaux ne doit pas être absolument mis en rapport avec le chiffre de la population.

La Section centrale n'a pas cru devoir donner suite à cette demande, la Constitution (article 53) fixant des chiffres invariables et le résultat du dernier recensement, appliqué à la prescription constitutionnelle, établissant que rien n'est changé à la situation existante.

*
* *

Dans une autre section, un membre a demandé que, à l'occasion de la discussion du projet de loi, il fût dès à présent déterminé quelles sont les provinces dont les mandataires seraient en premier lieu soumis à réélection.

Bien que cette question ne rentre pas dans le cadre des dispositions à arrêter par le projet de loi, la Section centrale a posé la question au Gouvernement.

A titre de renseignement, elle reproduit la réponse qui lui a été transmise :

Bruxelles, le 27 mars 1912.

A Monsieur Begerem, rapporteur de la Section centrale chargée de l'examen du projet de loi concernant l'augmentation du nombre des députés et sénateurs.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

Par votre lettre du 22 mars courant, vous avez bien voulu me demander quelle serait, en cas de dissolution des Chambres en 1912, la série de provinces soumise à réélection lors du premier renouvellement de chacune des deux assemblées.

En ce qui concerne la Chambre des Représentants, la seconde série comprenant les provinces de Flandre orientale, de Hainaut, de Liège et de Limbourg, serait sortante lors du premier renouvellement ordinaire, soit en 1914. La première série comprenant les cinq autres provinces sortirait en 1916.

En ce qui concerne le Sénat, lors du premier renouvellement partiel, en 1916, ce serait la première série, comprenant les provinces d'Anvers, de Brabant, de Flandre occidentale, de Luxembourg et de Namur, qui serait appelée à sortir. L'autre série sortirait quatre ans plus tard, soit en 1920.

Il ne peut exister aucun doute à cet égard.

La première série pour la Chambre (Anvers, Brabant, etc.) est sortie en 1910; c'est donc la deuxième série (Flandre occidentale, Hainaut, etc.), que le prochain renouvellement *partiel* atteindra, soit qu'il ait lieu en 1912, soit qu'il se trouve reculé de deux ans (1914) par le fait d'un renouvellement intégral le précédant ou le remplaçant.

JAMAIS le renouvellement partiel n'a affecté deux fois de suite la même série à la faveur de dissolutions intercalées; après chaque dissolution (1848, 1857, 1864, 1870, 1892, 1894, 1900 pour la Chambre, 1848, 1851,

1870, 1884, 1892, 1894, 1900 pour le Sénat), la série sortant au premier renouvellement partiel a toujours été celle qui n'avait pas été renouvelée lors du dernier renouvellement partiel précédant la dissolution.

Cela a été voulu, très expressément, par le législateur.

Le tirage au sort réglant l'ordre de sortie a eu lieu une fois pour toutes en 1835, et l'article 3 de la loi du 10 avril 1835 concernant le renouvellement de la moitié des membres des Chambres législatives stipulait que l'ordre prescrit par ce tirage au sort « serait successivement suivi pour les renouvellements ultérieurs. Il en sera de même en cas de dissolution des Chambres ou de l'une d'elles ». Ces termes mêmes ont été repris par les lois électorales ultérieures ET SONT CEUX DE NOTRE CODE ÉLECTORAL ACTUEL (art. 252).

Leur portée a été précisée par les discussions parlementaires. On avait proposé de faire recommencer le tirage au sort après chaque dissolution. Cette proposition a été rejetée, et l'article 3 a été voté pour « empêcher que le sort ne vienne, en cas de dissolution, après deux ans, remettre telles provinces, par exemple, dans la même série à laquelle elles appartenaient auparavant ».

Le bénéfice de ces explications péremptoires est resté acquis à la disposition qui fait aujourd'hui l'objet de l'article 252 du Code électoral. D'ailleurs, lors de la discussion de cet article à la Chambre, en 1894, le Ministre de l'Intérieur a dit : « Il n'est pas entré dans la pensée du Gouvernement de rien modifier à l'ordre de choses adopté jusqu'à présent ». Il se déclarait d'accord avec M. Anspach-Puissant sur cette interprétation : « Après un renouvellement intégral, on maintient ultérieurement l'alternance, en sorte que la première série qui eût dû sortir lors du renouvellement intégral sortira à la première occasion. »

Cela a été rappelé encore, depuis, par le Gouvernement, lors des discussions relatives à la loi électorale provinciale à propos de l'article 37 de cette loi... « Le principe énoncé à l'article 37, alinéas 2 et 3, ne fait que consacrer une pratique constante établie par la loi du 10 avril 1835 et justifiée dans l'Exposé des motifs de cette loi. Chacune des deux séries a son tour de sortie ordinaire et si, avant que le tour de la première série soit arrivé, au moment où ce tour arrive, il y a élection simultanément dans les deux séries, cette élection extraordinaire ne doit compter pour aucune d'elles ou doit être comptée pour toutes les deux. Il ne serait pas juste de compter cette élection extraordinaire comme tenant lieu, pour l'une des deux séries, du renouvellement partiel ordinaire et de la considérer comme non avenue pour l'autre série anticipativement renouvelée. Il y aurait inégalité de traitement.

» C'est par application de cette règle que la loi du 29 juin 1894 (art. 11) a fixé à deux ans seulement le mandat des conseillers provinciaux appartenant à la série renouvelée en 1890 et à quatre ans les mandats des conseillers qui, appartenant à la série renouvelée en 1892, avaient vu la durée de leur mandat abrégée par la dissolution de 1894.

» *Il n'en est pas autrement pour le renouvellement des Chambres législatives.* » (Annexe I à l'Exposé des motifs, p. 83.)

Agrérez, Monsieur le Rapporteur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre,

PAUL BERRYER.

*
* *

Dans l'Exposé des motifs du projet de loi, le Gouvernement s'est préoccupé — non sans raison — de la difficulté que fait naître l'application du texte constitutionnel relatif à l'augmentation éventuelle du nombre des députés et des sénateurs dans ses rapports avec le régime nouveau né de l'introduction de la représentation proportionnelle dans nos lois électorales. Il serait exorbitant de voir cette mesure, chaque fois qu'elle serait décrétée, aboutir périodiquement à une dissolution des Chambres.

Le moyen envisagé par le Gouvernement pour parer à cet inconvénient, et dont il fera éventuellement l'objet d'un projet de loi paraît ingénieux et pratique et méritera en temps opportun de fixer l'attention de la Législature. Mais la Section centrale a estimé qu'il n'y avait pas lieu de discuter en ce moment l'éventualité entrevue et que l'avenir à son sujet doit être réservé.

*
* *

En 1892, comme en 1902, bien des membres des deux Chambres ont tenu à déclarer que, en donnant leur adhésion au projet d'augmentation du nombre des mandataires au Parlement, ils n'entendaient nullement s'engager pour l'avenir, estimant qu'à tous égards le nombre atteint apparaissait comme suffisant.

Il est certain que la prescription constitutionnelle, ne déterminant qu'un maximum qui ne peut être dépassé, ne comporte pas semblable extension indéfinie. Aussi le Gouvernement a-t-il formulé d'expresses réserves à cet égard au début de l'Exposé des motifs du projet de loi. La Section centrale s'y associe et, sous cette réserve, à l'unanimité de ses membres présents, propose à la Chambre l'admission du projet de loi soumis à ses délibérations qui, dans aucune autre de ses dispositions, n'a été ni critiqué, ni discuté.

Le Rapporteur,

V. BEGEREM.

Le Président,

E. NERINCX.



(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 APRIL 1912.

Wetsontwerp houdende vermeerdering van het getal leden der Wetgevende Kamers ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER BEGEREN.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp werd in al de Afdeelingen der Kamer aangenomen en bekwam er te zamen 76 stemmen tegen 4 en 37 onthoudingen.

Het lokte weinig of geen bespreking uit.

*
* *

In 't meerendeel der Afdeelingen nochtans werden voorbehoudingen gemaakt betreffende de cijfers der voorgestelde vermeerdering : twintig nieuwe zetels voor de Kamer, tien voor den Senaat.

Volgens hen, van wie die voorbehoudingen uitgingen, diende men zich stipt te gedragen naar den grondwettelijken regel der vermeerdering van het getal zetels op den voet van één zetel per 40,000 inwoners meer voor de Kamer, per 80,000 inwoners meer voor den Senaat en geen rekening te houden met de overschotten.

Herhaaldelijk reeds werd dat vraagstuk in de Kamers besproken. Het werd in verschillenden zin opgelost, en uit al hetgeen in 't verleden gebeurde, blijkt dat, ten slotte, de voorkeur werd gegeven aan dezen regel : Rekening

(1) Wetsontwerp, n^o 104.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCKX, was samengesteld uit de heeren BELLEPUTTE, SEGERS, COCO, HOYOIS, VAN CAUWENBERGH, BEGEREN.

te houden met het overschot, indien het aanzienlijk is en indien de toekening van de zetels — ten gevolge van het aannemen van dat stelsel — noch twijfel noch betwisting kan uitlokken met het oog op de kiesomschrijvingen die het voordeel ervan moeten genieten.

Het is ter wille van die feitelijke omstandigheden — welke den maatregel wettigen en aanbevelen — dat de Regeering terecht voorstelt, het getal nieuwe zetels te bepalen op twintig voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers en op tien voor den Senaat.

De jongste volkstelling toont immers aan dat het overschot — indien men zich beperkte bij de getallen achttien en negen nieuwe zetels — aanzienlijk zou wezen. Voor de Kamer zouden er niet minder dan 63,784 en voor den Senaat niet minder dan 23,784 niet vertegenwoordigde inwoners zijn. Het ware des te meer overdreven daar de bevolking thans jaarlijks gemiddeld met nagenoeg 73,000 inwoners toeneemt, zoodat wanneer men — gelijk het past — rekening houdt met den nieuwen aangroei der bevolking tijdens het sedert de telling verlopen jaar, men zeggen mag dat de overschietende bevolking merkkelijk het getal overtreft van 80,000 of 40,000 inwoners, dat vereischt is voor het stichten van den negentienden en den twintigsten nieuwen zetel voor de Kamer en van den tienden nieuwen zetel voor den Senaat.

Anderzijds kan er in dit geval geen betwisting hoegenaamd ontstaan en ontstaat er ook geen over het toekennen van die zetels. Die voor de Kamer komen toe aan de arrondissementen Neufchâteau-Virton en Brussel, die voor den Senaat aan de provincie Limburg welke eene enkele kiesomschrijving uitmaakt. Welnu, de Kamer weet wel dat het namelijk is omdat die zekerheid voor het toekennen van den nieuwen zetel voor de Kamer niet bestond, dat het in 1902 niet mogelijk was gevolg te geven aan het voorstel der oppositie, die toen, bij amendement, vroeg om af te breken met de zienswijze, in 1892 aangenomen, en te doen beslissen, alhoewel het onmogelijk was te bepalen of de laatste zetel toekwam aan de provincie Henegouw of aan de provincie Antwerpen, dat het toen bestaande overschot diende tot het geveerde bedrag aangevuld te worden.

Uit die beschouwingen blijkt dat de voorbehoudingen, waarop de onthoudingen in de Afdeelingen steunden, geen reden van bestaan hebben en dat de Regeering — zooals deze het bewijst in de Toelichting van het wetsontwerp — zich heeft gedragen naar hetgeen vroeger geschiedde.

Die voorbehoudingen werden overigens in de Middenafdeeling niet meer herhaald. 't Is met de eenparige stemmen der zes aanwezige leden op de zeven, waaruit ze was samengesteld, dat de cijfers twintig en tien voor de nieuwe zetels werden aangenomen.

*
* *

In een der Afdeelingen, vroeg een lid dat de Middenafdeeling aan de Regeering de vraag zou stellen of het getal provinciale senatoren niet volkomen in verhouding moet gesteld worden met het bevolkingscijfer.

De Middenafdeeling achtte het onnoodig, aan dat verzoek gevolg te geven, daar de Grondwet (artikel 53) onveranderlijke cijfers bepaalt en de uitslag der jongste volkstelling, toegepast op de Grondwetsbepaling, bewijst dat de bestaande toestand onveranderd is gebleven.

*
* *

In eene andere Afdeeling vroeg een lid dat, ter gelegenheid van de behandeling van het wetsontwerp, het van nu af werd bepaald, welke de provinciën zijn, wier verkozenen het eerst zouden moeten herkozen worden.

Alhoewel dat vraagstuk buiten de strekking valt van de bepalingen, door het wetsontwerp te huldigen, heeft de Middenafdeeling de vraag tot de Regeering gericht.

Ziehier, als inlichting, het antwoord dat zij ontving :

Brussel, 27 Maart 1912.

Den heer Begerem, verslaggever der Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende vermeerdering van het getal leden der Wetgevende Kamers.

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

Bij brief van 22 dezer waart gij zoo goed mij te vragen welke reeks provinciën, ingeval van ontbinding der Kamers in 1912, aan herkiezing zou onderworpen zijn bij de eerste gedeeltelijke hernieuwing van ieder van beide Kamers.

Wat de Kamer der Volksvertegenwoordigers betreft, de tweede reeks, samengesteld uit de provinciën West-Vlaanderen, Henegouw, Luik en Limburg, zou aftreden bij de eerste gedeeltelijke hernieuwing, dus in 1914. De eerste reeks, samengesteld uit de vijf overige provinciën, zou aftreden in 1916.

Wat den Senaat betreft, bij de eerste gedeeltelijke hernieuwing in 1916 zou het de eerste reeks zijn, samengesteld uit de provinciën Antwerpen, Brabant, West-Vlaanderen, Luxemburg en Namen, die zou moeten aftreden. De andere reeks zou vier jaar later aftreden, dus in 1920.

Dienaangaande kan er geen twijfel hoegenaamd bestaan.

De eerste reeks voor de Kamer (Antwerpen, Brabant, enz.) is afgetreden in 1910 ; 't is dus de tweede reeks (West-Vlaanderen, Henegouw, enz.), die zou getroffen worden door de eerstkomende *gedeeltelijke* hernieuwing, hetzij deze dan ook plaats grijpt in 1912, hetzij ze twee jaar later geschiedt (in 1914) ten gevolge van eene algeheele hernieuwing die ze voorafgaat of ze vervangt.

Noor heeft de gedeeltelijke hernieuwing tweemaal achtereenvolgens dezelfde reeks getroffen, ten gevolge van tusschenvallende ontbindingen ;

na iedere ontbinding (1848, 1857, 1864, 1870, 1892, 1894, 1900 voor de Kamer, 1848, 1851, 1870, 1884, 1892, 1894, 1900 voor den Senaat), is de reeks, welke aftrad bij de eerste gedeeltelijke hernieuwing, altijd die geweest welke niet hernieuwd was geworden bij de laatste gedeeltelijke hernieuwing vóór de ontbinding.

Dat was de uitdrukkelijke wil van den wetgever.

De uitloting tot regeling van de aftredingsvolgorde geschiedde eens voor al in 1835, en artikel 3 der wet van 10 April 1835 betreffende de hernieuwing van de helft der leden van de Wetgevende Kamers bepaalde dat de volgorde, door die uitloting bevolen, « geregeld zou gevolgd worden voor de latere hernieuwingen. Dat zal ook zoo geschieden ingeval van ontbinding van de Kamers of van eene der Kamers ». Diezelfde bewoordingen werden overgenomen door de latere kieswetten EN ZIJN OOK DIE VAN ONZE BESTAANDE KIESWET (art. 252).

De beteekenis er van werd nader bepaald door de besprekingen in de Kamers. Men had voorgesteld de uitloting opnieuw te doen plaats grijpen na iedere ontbinding. Dat voorstel werd verworpen en artikel 3 werd ingevoerd om « te beletten dat het lot, ingeval van ontbinding, na twee jaar, bepaalde provinciën, bijvoorbeeld, in dezelfde reeks zou doen vallen, waartoe zij vroeger behoorden ».

Die afdoende uitleggingen gelden ook voor de bepaling, die thans vervat is in artikel 252 der kieswet. Overigens, tijdens de beraadslaging over dat artikel, ter Kamer, in 1894, zegde de Minister van Binnenlandsche Zaken: « Het lag niet in de bedoeling der Regeering, iets te wijzigen van hetgeen tot hiertoe aangenomen was. » Hij verklaarde het eens te zijn met den heer Anspach-Puissant over deze uitlegging: « Na eene algeheele hernieuwing, handhaaft men verder de beurtelingsche opeenvolging, derwijze dat de eerste reeks, *die had moeten aftreden op 't oogenblik der algeheele hernieuwing*, zal aftreden *bij de eerste gelegenheid*. »

Dat werd sedertdien nog herhaald door de Regeering, tijdens de beraadslagingen over de provinciale kieswet, naar aanleiding van artikel 37 dezer wet... « Het beginsel, uitgedrukt in artikel 37, lid 2 en 3, doet niets dan *eene bestendige toepassing bekrachtigen*, gehuldigd door de wet van 10 April 1835 en gerechtvaardigd in de Toelichting van die wet. Ieder der twee reeksen treedt gewoonlijk af op hare beurt, en indien, voordat de beurt der eerste reeks gekomen is, op 't oogenblik dat die beurt komt, er kiezing is te gelijker tijd voor beide reeksen, dan moet die buitengewone herkiezing tellen ofwel voor geen van beide, ofwel voor beide. Het ware niet rechtvaardig, die buitengewone herkiezingen te aanzien als eene vervanging, voor één van beide reeksen, van de gewone gedeeltelijke herkiezing en die te beschouwen als niet bestaande voor de andere bij voorbaat hernieuwde reeks. Dat ware een ongelijke behandeling.

» 't Is bij toepassing van dien regel dat de wet van 29 Juni 1894 (art. 41) het mandaat der provinciale raadsleden behoorende tot de in 1890 hernieuwde reeks, slechts op twee jaar heeft bepaald, en integendeel op

vier jaar het mandaat der provinciale raadsleden die, behoorende tot de in 1892 hernieuwde reeks, den duur van hun mandaat hadden zien verkorten door de ontbinding van 1894.

» *Het is er niet anders mede gelegen voor de hernieuwing van de Wetgevende Kamers.* » (Bijlage I van de Toelichting, bladz. 83.)

Met de meeste hoogachting.

De Minister,

PAUL BERRYER.

*
* *

In de Toelichting van het wetsontwerp bekommerde zich de Regeering — en niet zonder reden — om de moeilijkheid voortspruitende uit de toepassing van den tekst der Grondwet betreffende de mogelijke vermeerdering van het getal kamerleden en senatoren, in samenhang met het nieuwe stelsel en met het invoeren van de evenredige vertegenwoordiging door onze kieswetten. Het ware overdreven dat die maatregel, telkens als ertoe werd overgegaan, geregeld zou neerkomen op eene ontbinding der Kamers.

Het middel, door de Regeering geopperd om dat bezwaar te verhelpen en dat zij bij voorkomend geval in een wetsontwerp zal vertolken, schijnt vernuftig en practisch en zal op tijd en stond de aandacht der Kamers verdienen. Doch de Middenafdeeling bevond dat de geopperde oplossing vooralsnu niet dient te worden besproken en dat de toekomst dienaangaande moet voorbehouden worden.

*
* *

In 1892, evenals in 1902, werd er door veel leden van beide Kamers prijs aan gehecht te verklaren dat, door hunne goedkeuring te geven aan het ontwerp tot vermeerdering van het getal leden der Kamers, zij hoegenaamd geen verbintenis wilden aangaan voor de toekomst, daar zij bevonden dat het huidig getal voldoende scheen.

Het is zeker dat de Grondwetsbepaling, die slechts een maximum opgeeft hetwelk niet mag overschreden worden, niet dergelijke vermeerdering tot in het oneindige bevelst. Derhalve heeft de Regeering stellige voorbehoudingen dienaangaande gemaakt in het begin der Toelichting van het wetsontwerp. De Middenafdeeling sluit zich hierbij aan en mits die voorbehouding stelt zij eenstemmig aan de Kamer voor, het onderhavige wetsontwerp aan te nemen, dat in geen enkele andere zijner bepalingen werd afgekeurd of betwist.

De Verslaggever,

V. BEGEREM.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

